



De la colonisation au pillage financier, le scandale de l'exploitation des peuples

Il aura fallu l'annonce du refus d'Aimé Césaire, écrivain et vieux militant antillais de l'anticolonialisme, de recevoir Sarkozy et l'appel à manifester en Martinique contre la venue du ministre de l'Intérieur pour que ce dernier annule son voyage. La venue de celui qui avait traité de « racaille » la jeunesse des banlieues était pour le peuple antillais une véritable provocation. Celui aussi dont le parti avait fait voter par l'Assemblée nationale cet article 4 de la loi du 23 février 2005 selon lequel « *les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* » et qui s'était opposé à sa demande d'abrogation par le Parti socialiste.

La révolte des Antillais a contraint la droite à faire marche arrière

« *Dans la République, il n'y a pas d'histoire officielle. Ce n'est pas à la loi d'écrire l'Histoire* » a déclaré Chirac après que Villepin ait tenu les mêmes propos. Certes, et ce n'est surtout pas la loi qui pourrait imposer une histoire contraire à la vérité. L'histoire de la colonisation, c'est celle de la soumission, de l'exploitation des peuples, du pillage de leurs richesses qui se perpétue aujourd'hui encore.

DE L'EXPLOITATION COLONIALE...

La colonisation est bien dans son ensemble une politique pour soumettre les peuples, par la force des armées et du pouvoir économique, aux intérêts des classes dominantes des grandes puissances, dont la France. Les seuls « progrès » qui ont alors été faits n'obéissaient qu'aux besoins des colons et de la bourgeoisie française au mépris de ceux des peuples dominés.

En Afrique en particulier, elle s'inscrivait dans la continuation de la traite des noirs, la politique esclavagiste qui a fondé la richesse, entre autres, de la bourgeoisie des ports de Nantes ou Bordeaux.

Cette histoire n'appartient pas à un passé révolu. Elle a saigné les peuples, entraîné le sous-développement et la dépendance économique à l'égard des

puissances impérialistes. Elle a façonné des relations de domination qui se perpétuent tant au niveau des rapports économiques, politiques, militaires qu'au niveau des préjugés, le racisme.

...AU PILLAGE FINANCIER

Si la bourgeoisie et son Etat ont dû concéder aux peuples opprimés leur indépendance, ce fut au prix de guerres réactionnaires et meurtrières comme au Vietnam ou en Algérie auxquelles la droite comme la gauche ont participé. Le Parti socialiste ne peut faire oublier qu'il porte la responsabilité des massacres de Sétif en 1945 en Algérie, de la guerre du Vietnam ou de celle d'Algérie.

L'indépendance acquise au prix de terribles sacrifices, les peuples dominés n'échappent pas pour autant aux pillages par les multinationales.

Les méthodes de domination ont changé, elles sont devenues essentiellement financières, économiques. Elles ont toujours les mêmes conséquences dramatiques pour la population et souvent avec le recours aux armes comme, il y a peu, en Côte d'Ivoire. Sans parler de la guerre contre l'Irak.

POLITIQUE ANTISOCIALE ET OFFENSIVE REACTIONNAIRE

L'exploitation des peuples fait partie, aujourd'hui tout autant que par le passé, de la même politique d'exploitation des travailleurs, ici même. Et c'est pour mieux nous soumettre à son pouvoir que le patronat et l'Etat voudraient nous rendre solidaires de leurs exactions contre les peuples.

Cette offensive réactionnaire qui vise à légitimer la colonisation va de pair avec l'offensive contre nos propres droits.

Et c'est pourquoi la défense des droits des travailleurs est indissociable de la défense des droits démocratiques des peuples.

La dignité, pas plus que la démocratie, ne se partage.

Le 12 décembre 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :